

tique que du point de vue économique, et que, quelles que fussent les difficultés économiques entravant sa réalisation,—un examen plus approfondi de ce plan a démontré qu'il serait très difficile de le mettre en oeuvre,—il serait peu sage de la part d'un gouvernement de ne pas accepter le principe à la base de ce plan en vue de favoriser la coordination, politique et économique, des pays de l'Europe occidentale. Il serait peu sage en particulier de ne pas faire tout ce qui est de nature à encourager les Français dans toute proposition qui peut apaiser le conflit séculaire entre les Français et les Teutons. En ce sens nous sommes peut-être intervenus, mais c'est uniquement pour faire bénéficier le Gouvernement du Royaume-Uni, s'il a jugé cet avis avantageux, de nos vues générales sur cette question. L'attitude que les gouvernements de l'Europe occidentale ont adoptée à la suite de cette proposition révèle qu'ils ont tous suivi cette ligne de conduite.

Sud-Est de l'Asie

Se référant à la recommandation formulée au cours du débat et selon laquelle les mesures de défense devraient être accompagnées de mesures économiques et sociales, M. Pearson déclara, le 4 septembre, que l'on ne retirerait pas grand avantage permanent de la défaite des armées communistes sur les champs de bataille si les démocraties occidentales ne contribuaient pas à supprimer de ces pays les causes qui ont facilité l'agression communiste. M. Pearson poursuivit en ces termes:

Je ne crois pas que le Canada se laisse devancer par les autres pays pour ce qui est du rôle qu'il jouera en ce domaine. Mais il est une chose que je voudrais signaler à certains honorables députés qui ont le plus critiqué à cet égard, particulièrement pour ce qui est de l'assistance au Sud-Est de l'Asie, assistance dont nous nous occupons activement à l'heure actuelle et au sujet de laquelle une conférence aura lieu à Londres dans quelques semaines, où assistera un membre du Gouvernement canadien.

Nous devrions,—et nous le ferons sans doute,—travailler de façon appropriée au relèvement du Sud-Est de l'Asie et des autres pays économiquement faibles. Toutefois, ces pays doivent eux-mêmes faire leur possible pour élever le niveau de vie de leurs propres gens. Il leur faudra pour cela se constituer de solides gouvernements, des gouvernements aussi stables que les circonstances le permettent. Il leur faudra aussi consacrer une partie de leurs ressources au développement économique et social.

Les nations occidentales, qui font de lourds sacrifices en vue de combattre le communisme non seulement chez elles mais aussi chez les autres, sont fort peu réconfortées de constater que certains pays de l'Asie consacrent une forte proportion de leur budget non à l'amélioration du pays dans le domaine social et économique mais à la défense proprement dite. Certains pays que nous voudrions bien aider consacrent plus de la moitié de leur budget à la défense nationale. S'ils réduisaient cette fraction au quart, par exemple, ils n'auraient pas autant besoin de notre assistance. Voilà des faits dont nous devons tenir compte quand il s'agit de les aider.

L'envoi de troupes canadiennes en Europe

Le 13 septembre, au cours du débat relatif à la Loi sur les crédits de défense, M. J. G. Diefenbaker (député conservateur-progressiste de Lake-Centre) fit allusion à une déclaration attribuée à M. Winston Churchill, et selon laquelle le Canada pourrait envoyer deux ou trois divisions en Europe en prévision d'une agression. A ce propos, le Premier ministre, dans une déclaration dont on trouvera ci-dessous un extrait, affirma ce qui suit:

... Je tiens à ... dire tout de suite que le Gouvernement du Canada ne songe pas actuellement à lever des troupes canadiennes qui seraient envoyées en Europe pour y détourner l'agression et qu'il n'a reçu de propositions en ce sens de la part d'aucun gouvernement des pays signataires du Traité de l'Atlantique-Nord. Il y a environ trois semaines, le Gouvernement était saisi de certaines propositions du Conseil des suppléants des membres permanents de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, relatives à l'envoi d'armes et de matériel en vue d'accroître les forces préventives en